



Tél : +33 6 79 60 20 81  
Mél : eric.schambil@fr.bureauveritas.com

**VILLE DE HAGONDANGE**  
Nicolas GUZZO  
HOTEL DE VILLE  
Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE

**REAMENAGEMENT INTERIEUR  
SALLE DES FETES PAUL LAMM  
Rue Henri Hoffmann  
57300 HAGONDANGE**

**VILLE DE HAGONDANGE  
HOTEL DE VILLE  
Place Jean Burger  
57300 HAGONDANGE**

**Opération de catégorie 2**

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé  
Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
05/05/2017	Rev0	Création du PGC de conception	Eric SCHAMBIL

# SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	8
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	15
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>16</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>18</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>19</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	19
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	19
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	20
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>20</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	20
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	20
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>21</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	21
4.5.2. Travaux superposés .....	21
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	21
4.5.4. Protection contre le bruit .....	21
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	21
4.5.6. Travaux en hauteur .....	21
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	22
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	22
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>23</b>
4.6.1. Mise en commun de moyens de levage .....	23
4.6.2. Elévation du personnel .....	24
4.6.3. Echafaudages, matériels ou équipements mis en commun .....	24
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	24
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>24</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>25</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>25</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>25</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>25</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	25
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	26
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	26
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>27</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>27</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>27</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>27</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>27</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>27</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>28</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>28</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>29</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>29</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>29</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>29</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>31</b>

## **0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

**DECLARATION PREALABLE :**

**Vu avec Monsieur GUZZO : Le maître d'ouvrage se charge d'envoyer la Déclaration Préalable aux organismes institutionnels : DIRECCTE, CARSAT et OPPBTP.**

**Une copie sera diffusée au Coordonnateur SPS et affichée sur le chantier.**

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

La présente opération a pour objet le réaménagement intérieur de la salle Paul Lamm.



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

- Mode de consultation des entreprises : Appel d'Offres.
- Mode de passation des marchés : lots séparés.
- Type de marchés : Publics.

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 3 juillet 2017

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre d'entreprises intervenantes (estimation) : Les travaux à réaliser, faisant l'objet de la présente opération, comprennent l'ensemble des ouvrages nécessaires à la réalisation du projet.

L'opération de travaux est décomposée en 06 lots :

LOT 01 : ECHAFAUDAGE - PROTECTIONS  
LOT 02 : GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE  
LOT 03 : MENUISERIE INTERIEURE - METALLERIE  
LOT 04 : PLATRERIE  
LOT 05 : PEINTURE – REVETEMENT MURAL  
LOT 06 : ELECTRICITE

il y aura Maximum : 10 entreprises sur le chantier (sous-traitants compris).

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : -Effectif moyen prévisible du chantier : 2 à 10 intervenants

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en catégorie 2 au sens de l'article R.238-8 du Code du Travail.

Cette opération n'est pas soumise à CISSCT.

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	VILLE DE HAGONDANGE	HOTEL DE VILLE Place Jean Burger 57300 HAGONDANGE	n.guzzo@ville-hagondange.fr	Nicolas GUZZO
Maîtrise d'œuvre	TANDEM	14 bis rue principale 57645 MONTOY FLANVILLE	contact@aa-tandem.fr	.
Maîtrise d'œuvre	ETB	9 rue Victor Hugo 03.82.86.31.84 nilvange	etb.nilvange@wanadoo.fr	.
Maîtrise d'œuvre	A.E.E. SàRL d'architecture	9 rue Victor Hugo 57240 NILVANGE	aee.bp.archi@cegetel.net	Bertrand PAGNONCELLI
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	5, rue Pablo Picasso - CS 20111 57365 ENNERY	06.79.60.20.81 eric.schambil@fr.bureauveritas.com	Eric SCHAMBIL
DIRECCTE	DIRECCTE	32 Avenue Malraux 57046 METZ		
CARSAT	CARSAT Alsace-Moselle	3, place du Roi George 57036 METZ Cedex 01		
OPPBTP	OPPBTP - Agence de Nancy	9, rue des Tarbes 54270 Essey-les-Nancy		

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'Inspection Commune de la séquence est réalisée au cours d'une réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence, doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne sont réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

#### **Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### 2.3.1. Pénalités

Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit, en cas de défaillance d'une Entreprise, de



faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui

concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité
- notamment au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### **Salariés étrangers (R. 4532-16):**

Le coordonnateur prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSAFF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante sur existants

Un diagnostic Amiante a été élaboré par un organisme agréé

##### ENERGIES DIAGS

DOSSIER N° 15-IMO 0578/PAT.

Les conclusions de ce rapport font apparaitre la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante.

##### Présence de plomb sur existants

Sans Objet.

Bâtiment construit après 1948.

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès au bâtiment se fera par la rue Henri HOFFMANN.

Utilisation des portes de service du bâtiment.



#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Les travaux se feront exclusivement à l'intérieur du bâtiment.

##### En cas de nécessité de mise en place de clotures de chantier :

L'entreprise titulaire du lot GROS OEUVRE mettra en place :

- Des clôtures délimitant le chantier et constituées de panneaux stables d'une hauteur minimale de 2 mètres (de type HERAS par exemple), avec intégration de portails véhicules et piétons.
- Les éléments de clôture seront liaisonnés et boulonnés entre eux en permanence
- Des panneaux "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC" et "PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" en quantité suffisante et judicieusement disposés.
- Vérifiera régulièrement l'état des clôtures et des portails et en assurera l'entretien.
- En dehors des horaires du chantier, les accès au site seront fermés à clé par des portails.

##### PROTECTIONS PREALABLES DE MOBILIERS

En phase préliminaire, l'entreprise titulaire du lot 01 mettra en place une protection des ouvrages laissés en place par film polyane double maintenu sur rubans adhésifs et toutes sujétions d'exécution et de mise en

œuvre.

L'ensemble devra être laissé jusqu'à la demande de dépose émanant l'Architecte y compris dépose et enlèvement, nettoyage résiduel, balayage des sols, ramassage des gravats, etc.

### **PROTECTIONS PREALABLES DE SOLS DE TOUTES NATURES**

Avant le démarrage des travaux, la présente entreprise devra mettre en place toutes les protections adaptées dans l'emprise de la grande salle.

Cette prestation comprenant notamment :

- le nettoyage par balayage sur la surface totale
- la mise en place de 2 films plastiques armés de 200 microns sur l'ensemble de la surface avec façon d'étanchéité aux jonctions assurée par ruban adhésif spécial
- la pose d'une protection complémentaire sur la surface globale par panneaux bois de 20 mm d'épaisseur env., posés jointivement, avec toutes coupes nécessaires en périphérie et au droit des poteaux rencontrés - etc.

L'ensemble devra être laissé jusqu'à la demande de dépose émanant l'Architecte y compris dépose et enlèvement, nettoyage de la surface par balayage.

### **ECRANS DE CONFINEMENT DES POUSSIÈRES**

Fourniture et mise en place d'écran de confinement réalisé par bâches plastiques type polyane y compris tous moyens adaptés de fixations aux ouvrages contigus et rubans adhésifs. Systèmes de fixation des écrans de confinement de marque SMH série POLYHANGER ou techniquement équivalent.

Caractéristiques :

- assure le maintien du polyane sur le mur (glissé sur la cornière de rive du faux plafond modulaire)
- assure le maintien du polyane au niveau des faux plafonds modulaires (élément encastré sur le porteur de l'ossature métallique, équipé d'un guide, d'une tige et d'un chapeau bloquant l'ensemble)
- simple d'utilisation et réutilisable
- réduit l'utilisation des colles en spray

### **LOCATION, POSE ET DEPOSE D'UNE STRUCTURE FORMANT PLATE-FORME INTERIEURE**

Fourniture et mise en place d'une plate-forme intérieure réglementaires sur pied avec mise à la disposition pour les autres corps d'état :

- durée prévisionnelle : 5 mois
- conformes aux recommandations de sécurité de l'inspection du travail et en accord avec le Maître d'œuvre, y compris élément formant garde-corps en périphérie de la zone
- protection antichute de matériels par pose en périphérie d'une plinthe h=10 cm minimum pour chaque niveau de travail
- manutentions à la main
- prévoir escalier métallique, avec rampe d'escalier, permettant l'accès à la plate-forme de travail - dépose et repose sur le site après utilisation
- affichage du PV de conformité
- l'entreprise devra s'assurer de minimiser les dégradations en montant et démontant l'échafaudage
- avec plancher bois sur la surface totale de l'ouvrage;

#### **3.2.2. Accès**

Cf. § 3.1

#### **3.2.3. Circulations**

Sans Objet.

#### **3.2.4. Signalisation**

##### **SIGNALISATION / FLECHAGE**

L'entreprise titulaire du lot GROS OEUVRE mettra en place sur le chantier l'ensemble des signalisations demandées par le maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Cette signalisation aura pour objet de signaler au personnel de chantier des points particuliers à la bonne

marche du chantier (Ex. zone de danger, extincteurs, sanitaires, points d'eau, etc...).

### **PANNEAU DE CHANTIER**

L'entreprise titulaire du lot GROS OEUVRE aura à sa charge, la fourniture et la pose de :

- Du panneau modèle sur lequel seront portés les renseignements concernant l'opération (coordonnées des entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, nature des travaux, ...)
- Du panneau d'affichage des règles de sécurité (port du casque, chaussures, gants, lunettes, etc.)
- Du panneau d'affichage pour les informations du personnel.

### **3.2.5. Stationnements**

Utilisation des parkings située en périphérie de la salle Paul Lamm.

### **3.2.6. Stockage**

Les zones de stockage pourront s'effectuer partiellement sur la zone de cantonnement et de préparation.

Les approvisionnements de produits inflammables à l'intérieur des locaux en travaux seront limités à une journée de travail et les récipients vides seront évacués en fin de journée. Les lieux de stockage seront soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.

Les produits inflammables (colles, peintures, solvants, etc.) seront stockés dans la zone de cantonnement, à l'intérieur de magasins disposant d'extincteurs en nombre suffisant.

Les entreprises auront à leur charge les baraquements et installations diverses nécessaires au stockage, tant pour l'exécution des travaux que pour la protection de leurs approvisionnements et matériels.

#### **Stockage de produits dangereux**

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion, en annexant les fiches de données de sécurité des produits à leur P.P.S.P.S. Dans ce cas, des zones de stockage particulières seront désignées par le Coordonnateur de sécurité, ceci en fonction des risques.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

### **3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)**

#### **ELECTRICITE :**

#### **COFFRETS ELECTRIQUES DE CHANTIER : A la charge du Lot ELECTRICITE**

En aval du TGBT, mise en place de 2 coffrets portatifs de chantier répartis comme suit, compris câbles de liaison :

- 1 au RDC
- 1 au R+1

L'installation provisoire de chantier sera vérifiée par un bureau de contrôle, à la charge du présent lot

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur devra un entretien régulier de cette installation provisoire.

Sur demande de la Direction de chantier, ces installations seront susceptibles d'être déplacées en fonction de l'évolution du chantier

En fin de chantier, l'entreprise devra la déposer et l'évacuation de cette installation.

#### **EAU :**

Utilisation d'un point d'eau situé dans le bâtiment.

Ce point d'eau sera défini lors de la réunion préalable au démarrage des travaux.

### **3.2.8. Cantonnements et entretien**

### **VESTIAIRE / REFECTOIRE**

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises un local Vestiaire/réfectoire.

Afin de répondre aux exigences de la Réglementation en vigueur, l'entreprise titulaire du lot GROS OEUVRE devra mettre en place un ensemble comprenant :

- 15 casiers métalliques fermant à clé (clés et cadenas non compris)
- 10 bancs à structure métallique et assise en bois
- 5 tables de 1.80 x 0.60 m environ.
- 30 chaises

Y compris nettoyage hebdomadaire complet, nettoyage des équipements, des sols, etc. (avec produits adaptés, seaux, serpillières, etc.)

L'entreprise titulaire du présent Lot sera responsable du local mis à disposition par le Maître d'Ouvrage pendant la durée totale des travaux.

### **SANITAIRE DE CHANTIER**

Mise à disposition de sanitaires dans l'emprise des locaux existants

### **BUREAU DE CHANTIER**

Mise à disposition d'un local dans l'emprise des locaux existants

### **HEBERGEMENT DES TRAVAILLEURS**

L'hébergement des travailleurs n'est pas prévu sur le site. Chaque entreprise est responsable de l'hébergement de son personnel.

## **3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

### **Généralités**

**Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses propres gravats.**

Il n'est pas prévu de benne de chantier commune aux entreprises.

### **Mesures en cas de carence de l'Entreprise**

Sur simple constat du Maître d'Ouvrage ou du Coordonnateur Sécurité, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder au nettoyage qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante.

#### **3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier**

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

#### **3.3.2. Plan d'installation de chantier**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des accès provisoires au bâtiment.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à

la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

<i>Poste</i>	<i>Réalisé par ?</i>	<i>Géré par ?</i>	<i>Echéance de fin</i>
Clôture et portail	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	
Accès			
Circulations			
Signalisation	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	
Stationnement			
Stockage			
Réseaux provisoires de chantier			
Coffret électrique général	ELECTRICITE	ELECTRICITE	
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	
Cantonnement	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	
PIC	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	
Protections collectives	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	
Accès hauteur communs	ECHAFAUDAGE - PROTECTIONS	ECHAFAUDAGE - PROTECTIONS	
Déchets - Gravats	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TOUT CORPS D'ETAT		GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE	Multi danger Rupture, effondrement Déplacement de plain-pied	.  .  .
		MENUISERIE INTERIEURE - METALLERIE	Inhalation poussières	.
		PEINTURE – REVETEMENT MURAL	Inhalation poussières	.
		Electricité - Courants fort et faible	Contact électrique direct ou indirect	.

## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - TOUT CORPS D'ETAT**

### **ECHAFAUDAGE - PROTECTIONS**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Port des EPI adaptés aux travaux en hauteur Balisage de la zone de travail Privilégier les manutentions mécaniques PV de montage conforme et de mise à disposition des entreprises.	Ne pas circuler dans la zone balisée

### **GROS OEUVRE - DEMOLITION - CARRELAGE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empiement)	.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Déplacement de plain-pied	"Protection collective résistant au passage sur l'accès. Pose des protections à l'avancement. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...). Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)." .	.

### **PLATRIERIE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

### **MENUISERIE INTERIEURE - METALLERIE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.

## PEINTURE – REVETEMENT MURAL

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.

## Electricité - Courants fort et faible

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

**- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,**

- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **GROS OEUVRE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **GROS OEUVRE**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit, en cas de défaillance d'une Entreprise, de faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur SPS se réservent le droit, en cas de défaillance d'une Entreprise, de faire appel à une Entreprise du chantier ou extérieure pour remettre en place ou en état les protections collectives aux frais de l'Entreprise défaillante. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

## **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

#### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

##### Utilisation et conduite des véhicules et des engins :

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur et posséder un CACES.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- De la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation.

Un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins sera tenu à

disposition sur le site par les Entreprises utilisatrices.

#### Conditions de manutention des matériaux et matériels - Utilisation des engins de levage et de manutention

##### Généralités :

En application du Décret n° 92-958 du 03 septembre 1992, les Entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les Entreprises définiront, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

##### Gestion des approvisionnements :

Au cours de leur période de préparation, les Entreprises établiront une prévision globale de leurs approvisionnements mettant en évidence :

- Le poids des charges à transporter,
- Les véhicules utilisés,
- Les moyens de manutention au déchargement,
- Le gabarit des colis,
- La fréquence des livraisons.

Ces différentes informations seront transmises au Maître d'Oeuvre et seront annexées au P.P.S.P.S. des Entreprises.

##### Appareils de levage :

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des Organismes Officiels de Prévention et du Coordonnateur Sécurité, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 Juin 1993).

Les entreprises devront communiquer au Coordonnateur Sécurité, pour accord préalable, leurs projets d'installation d'appareils de levage (treuils, consoles, ...).

Il est strictement interdit d'introduire sur le chantier un engin mobile de levage sans une étude des interférences avec les autres engins de levage.

Une notice des consignes spécifiques au chantier sera établie et signée par le grutier.

##### Il est rappelé que :

- Lorsqu'une Entreprise met des matériels à la disposition d'une autre Entreprise, ils doivent être en bon état (Décret du 29 Mars 1979).
- La mise à disposition des grues aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au grutier habituel. Tous les appareils de levage (chaînes, sangles, élingues,...) nécessaires à la manutention seront fournis par l'Entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'Entreprise utilisatrice et agréée par l'Entreprise de Gros Oeuvre.

## **4.6. Moyens communs**

### **4.6.1. Mise en commun de moyens de levage**

Dans la mesure des impératifs du chantier, les entreprises possédant des moyens de levage mécanisés sont tenues de les mettre à la disposition de toutes les entreprises qui leur en font la demande.

Un protocole est établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fait obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification.

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Oeuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise

à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention doit être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

#### **4.6.2. Elévation du personnel**

Sans objet

#### **4.6.3. Echafaudages, matériels ou équipements mis en commun**

La mise à disposition du matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt ou d'utilisation entre les entreprises concernées.

L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise doit appliquer la totalité des démarches suivantes :

- s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,
- qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,
- qu'il présente les sécurités requises,

Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable et sans accord de ce dernier.

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

#### **NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS**

La collecte, le tri, l'élimination ou la récupération des déchets et des matériaux sera conforme à la circulaire du 15 février 2000.

L'Entrepreneur sera seul responsable des déchets occasionnés par son activité et à l'obligation de les évacuer quotidiennement à sa charge.

#### En cours de travaux :

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté. L'entreprise est tenue d'en respecter la propreté ; dans le cas de non respect, le nettoyage sera réalisé par une entreprise extérieure et ce au frais des entreprises défaillantes si elles sont connues, ou dans le cadre du compte prorata dans le cas contraire, et ce, sans aucune forme de mise en demeure.

Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche, doit un nettoyage fin dans les locaux ou la zone dans laquelle elle est intervenue, assuré avec le plus grand soin, y compris enlèvement des gravats et évacuation.

L'aire occupée par les matériaux ou matériels est maintenue en permanence en état de propreté et d'ordre pendant toute la durée des travaux.

Au même titre, la base vie et ses abords seront constamment tenus en état de propreté, nettoyés et entretenus quotidiennement.

Il sera absolument interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier.



## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses déchets.

Il n'y aura pas de stockage de déchets dans le bâtiments ou aux abords de celui-ci.

Évacuation des déchets à l'avancement des travaux.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## **6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION**

### **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

#### **6.1. Déclarations particulières**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans Objet.
- Demandes d'arrêtés - Sans Objet.
- Autorisations concessionnaires - Sans Objet.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### **6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération**

Sans objet

#### **6.3. Risques par rapport à un chantier voisin**

Sans Objet.

#### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Sans Objet.

#### **6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)**

Les Entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les Entreprises.

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs.

Quel que soit leur usage (chauffage, cuisson, destruction); les feux sont strictement interdits sur le chantier y compris dans la zone réservée aux cantonnements.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Sans Objet.

## **6.7. Locaux témoins**

Sans Objet.

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier minimum, quel que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et coller, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

- Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie ou d'accident de travail doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

- Le Coordonnateur devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

- Le titulaire du lot GROS ŒUVRE devra afficher dans les cantonnements les différents numéros d'appel d'urgence.

- Matériels de secours : Chaque Entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier et éventuellement à compléter régulièrement). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de la localisation de ces boîtes.

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Entrée principale du bâtiment.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**

(  
**15 ou 112**

et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : REAMENAGEMENT INTERIEUR**

Adresse : SALLE DES FETES PAUL LAMM  
Rue Henri Hoffmann 57300 HAGONDANGE

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Entrée principale du bâtiment.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- AMIANTE Dossier am tx salle paul lamm hagondange